



Vers un nouvel ordre au Moyen-Orient : enlèvement, réformes et repositionnements diplomatiques

Colloque international de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et
l'Afrique du Nord - Compte-rendu
21 avril 2017

Par Mylène de Repentigny, chercheure en résidence
Chaire Raoul-Dandurand



PRÉAMBULE

Les sociétés et les États du Moyen-Orient sont aujourd'hui confrontés à plusieurs défis : les exigences de la modernisation et de la démocratisation, les effets de la sécularisation et l'islamisation identitaire, le risque d'éclatement des États formés au lendemain de la Première Guerre mondiale sur les vestiges de l'Empire ottoman ou encore l'enlisement dans les guerres sectaires et ethniques et l'aggravation des guerres de procréation. Ce colloque se voulait une réflexion académique sur les enjeux internes, les remodelages et les mutations au sein des sociétés du Moyen-Orient. Il a apporté un éclairage multidisciplinaire sur les changements d'alliances stratégiques et les approches diplomatiques et sécuritaires des puissances concernées par cet espace fracturé, que ce soit par l'analyse des causes et des conséquences du retour de la Russie comme acteur décisif ou en identifiant les transformations de la stratégie de Washington depuis le changement de garde.

8 H 30 À 8 H 45 – MOT DE BIENVENUE ET INTRODUCTION

Frédéric Gagnon, professeur, département de science politique, UQAM ; titulaire, Chaire Raoul-Dandurand ; directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Sami Aoun, professeur titulaire, École de politique appliquée, Université de Sherbrooke ; directeur, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand

8 H 45 À 10 H 30 : PANEL 1

LE MOYEN-ORIENT : VERS UN NOUVEL ORDRE

Présidence : **Sami Aoun**

La nouvelle donne politique et géopolitique en Turquie

Ferry de Kerckhove, ancien haut-commissaire du Canada au Pakistan et ancien ambassadeur du Canada en Indonésie et en Égypte ; professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales, Université d'Ottawa

Pour comprendre la Turquie, il est important de se rappeler l'importance de l'Empire ottoman. Au XVII^e siècle, ce fût l'empire le plus important. Au Moyen-Orient, il existe seulement trois véritables nations : l'Égypte, la Turquie et l'Iran. Ce ne sont pas, cependant, des monolithes. En Turquie, les divisions se sont accrues après le récent référendum.

En 1923, la laïcité est utilisée comme instrument de contrôle pour essayer d'homogénéiser, d'occidentaliser et de « turquiser » le pays. L'Islam devient alors un élément au service d'un État sacralisé. L'ennemi était l'Islam populaire anatolien. Selon M. de Kerckhove, l'armée a toujours été garante d'un rejet de la montée islamique. C'est

cette situation qui explique la multiplicité des coups d'État. Il y aura donc à nouveau des coups d'État, puisque la protection de l'État prime sur les libertés individuelles. L'État séculier n'était qu'une perception extérieure. En réalité, le sécularisme a marginalisé des vastes pans de la société. L'Islam anatolien conservateur n'a, ainsi, jamais disparu.

En 2002, l'AKP (le Parti de la justice et du développement ; en turc : Adalet ve Kalkınma Partisi) emporte le scrutin ; c'est la victoire d'un parti religieux au pouvoir. En trame de fond, c'est l'espoir d'une révision et du rêve d'une Turquie à l'Union européenne. En 2014, c'est une victoire présidentielle ; la démocratie libérale est jetée aux orties. C'est l'instauration d'une vision islamique à l'occidentale. La constitution mise en place condamne toute insulte au Président. Le régime d'Ergogan fait la promotion d'une hypermasculinité ; les femmes sont inférieures quand elles ne produisent pas d'enfants. On assiste à une séparation entre Gulen et Erdogan. L'AKP a 10 millions d'adhérents et dénonce le mouvement guléniste. Le coup d'État en 2015 a permis à Erdogan de restructurer les institutions étatiques à son goût. Aujourd'hui, le tissu social du pays est plus déchiré qu'il ne l'a jamais été. Une guerre civile, selon M. de Kerckove, pourrait prendre place.

Est-ce que nous faisons face à une force géopolitique nouvelle du au pouvoir accru d'Erdogan dans une région politique instable ? Est-il devenu un leader religieux des sunnites ? Pourtant, le mariage russo-turc est invivable, en raison de la concurrence historique entre les deux. Erdogan peut promettre ou s'engager contre le terrorisme. Il devra convaincre Trump qu'il a un rôle fondamental dans la lutte contre le terrorisme. Quant aux Kurdes, évalués à plus de 20 millions, ils demeurent les laissés-pour-compte des traités de paix. On avait cru qu'Erdogan était le seul capable de parler avec les Kurdes, ce qui n'a pas été concluant.

En conclusion, selon M. de Kerckhove, la Turquie a besoin de l'Occident pour démanteler Daesh et pour contrôler la mouvance de l'AKP ; Trump a besoin de n'importe qui au Moyen-Orient pour frapper les terroristes. La Turquie est divisée ; le terrorisme est à la hausse, l'économie est en régression.

L'idéologie vs les dynamiques politiques dans les mouvements djihadistes contemporains : essai de conceptualisation

Rachad Antonius, professeur au département de sociologie, UQAM

Les difficultés à débattre du Proche-Orient sont issues d'une prise en compte de facteurs idéologiques dans la montée islamiste et dans l'analyse stratégique. Il est difficile d'étudier l'idéologie, car cela renvoie à la culture, à la religion – et à la possibilité de visées et pensées orientalistes – et aux droites occidentales, qui apposent un focus sur les facteurs culturels et idéologiques. En prétendant s'attaquer à l'islamisme, elles attaquent l'Islam.

Au Proche-Orient, les enjeux sont tellement imbriqués les uns dans les autres qu'il est difficile de les séparer. En effet, dans cette région, il y a imbrication entre des facteurs locaux ancrés dans l'Histoire et la culture, et des phénomènes internationaux qui

engendrent des enjeux plus importants que ce qu'ils devraient être. Depuis 200 ans, la région du Proche-Orient, est soumise à un ordre colonial qui n'est pas complètement terminé. Dans une situation de conflit interne (ex. guerre civile), un parti finit par triompher, ce qui engendre une hégémonie, conquise suite à de violents conflits. Quand cette hégémonie faiblit, une puissance internationale vient lui redonner vie.

Qu'en est-il de la question de l'instrumentalisation ? Plusieurs personnes disent qu'Al-Qaida et Daesh sont des créations extérieures. Cependant, pour être instrumentalisé, il faut être « instrumentalisable ». Parmi les facteurs qui expliquent la création de ces groupes, il y a la marginalisation sociale, politique et économique. Quand des groupes sociaux sont traités injustement, ils se révoltent. Historiquement, ce fût toujours le cas. Cependant, lorsqu'une révolte survient, divers enjeux sont pris en compte ; la manière de se révolter, de déterminer l'ennemi, de déterminer qui on a le droit de tuer, etc. Tous ces enjeux sont issus non pas d'une culture de révolte, mais d'une culture politique. C'est alors là que l'idéologie entre en jeu.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il faut distinguer l'islamisme de l'Islam. Il est nécessaire de souligner la spécificité de l'islamisme contemporain, qui est à contre-courant des dominances des 14 siècles de l'Islam. Le wahhabisme était considéré comme une hérésie au XVIII^e siècle. Pourquoi est-il dominant aujourd'hui ? Il y a un ancrage local, un héritage et des choix conscients et calculés de privilégier les mouvements islamistes par opposition aux mouvements plutôt laïques.

Les « origines » historiques de la guerre civile en Syrie

Stefan Winter, professeur au département d'histoire, UQAM

Il existe plusieurs raisons qui expliquent le début de la crise syrienne. Certains évoquent l'élément déclencheur du printemps arabe, soit l'arrestation d'enfants à Tunis et les manifestations qui ont suivi. Cependant, cette crise a été instrumentalisée par des pays étrangers et des groupes externes, tels que l'Iran, le Hezbollah, la Russie (pour le régime de Bachar Al-Assad), ainsi que le Qatar et l'Arabie saoudite (pour les rebelles). Les manifestations ont été depuis le début accompagnées d'attaques armées contre les policiers. Les actes terroristes, selon le régime, n'ont jamais cessé. L'éruption du printemps arabe a donné un prétexte pour une plus grande insurrection armée contre le régime syrien (l'insurrection était déjà présente, mais de moindre envergure). Il n'est pas étonnant que chaque faction impute à l'autre des origines du conflit.

Entre 1975 et 1990, c'est la guerre civile au Liban. Lors du Grand-Liban, créé sous mandat français en 1920, il n'y avait aucune identité historique. C'était donc une création artificielle, au même titre que tous les autres pays dans la région. Avec l'appui de la France, il entendait dominer ses institutions nationales. Afin de convaincre le reste de la population, ils ont mis au point une théorie historique, soit le « libanisme », qui visait à dire que le Liban a toujours constitué une communauté nationale. La langue commune devient le vecteur d'une culture partagée. Malgré les grandes différences, il est possible de comparer la situation libanaise avec la crise syrienne.

Les classes dominantes en Syrie sont presque toutes sunnites et nationalistes arabes (anti impérialistes) ; un nationalisme arabe, mais pas syrien – le peuple syrien est vu comme artificiel et l'État, artificiel. Toutes les élites n'ont pas cru en un État en tant que tel. Lors de la réunification de la Syrie sous le leadership de Damas, l'armée nationale syrienne hérite de ce bagage.

L'islamisme au Maghreb : l'ambition du pouvoir et les exigences de la realpolitik

Mohamed Ourya, chargé de cours à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke; membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

L'angle mort au Maghreb consiste à la mise en place d'un islamisme qui continue à jouer un rôle dans l'arène politique des pays tels que le Maroc et la Tunisie. Mohamed Ourya propose une étude de cas du Parti de la Justice et du Développement (PJD) (Maroc) et de l'Ennahdha (Tunisie). Les deux partis maintiennent, dans leurs arènes politiques, un islamisme maghrébin et des liens parfois contradictoires avec le Moyen-Orient. En effet, il existe des contradictions visibles lorsque ces deux partis prononcent des déclarations officielles ou officieuses pour dénoncer l'islamisme moyen-oriental.

Le PJD, avant l'Ennahdha, a été accepté comme l'acteur politique s'opposant aux islamistes dans les années 1980. Au Maroc, il existe trois institutions à mettre en évidence. La première est l'institution royale. Le roi, en tant que commandeur des croyants, domine le champ politico-religieux au Maroc. Ainsi, l'institution du palais royal revêt trois légitimités : historique (1666), religieuse (mise en évidence de l'appartenance à la famille du prophète) et constitutionnelle (depuis la première Constitution de 1962, l'article 19 donne le pouvoir au roi ; un pouvoir religieux – commandeur des croyants – et politique en tant que chef de l'État marocain). La deuxième institution est les Oulémas qui ont toujours dominé dans le cadre de l'Islam, le politique dominant le religieux. La troisième, finalement, est l'Islam soufi, el Alawiya (confrérie). Les deux autres institutions la dominent, elle est donc toujours à la recherche de la bénédiction du pouvoir royal. Elle est sous la protection du Roi, depuis toujours, même lors du protectorat. Il n'y a donc pas de place pour un autre mouvement religieux qui pourrait octroyer une morale religieuse. Le PJD n'a jamais cessé de faire des concessions par rapport à leurs principes primaires, soit l'instauration d'une société religieuse. Au début, c'était le mouvement de la réforme et du renouveau (1980-1990). Abdelilah Benkirane, jusqu'à récemment chef du gouvernement, issu du PJD, était l'un des investigateurs.

C'est lors du 10^e congrès de l'Ennahdha que le parti va déclarer sa séparation entre la prédication et le politique. Cette déclaration a été expliquée par deux thèses explicatives ; elle provient des autres acteurs sociaux tunisiens et de la méfiance. En trame de fond, c'est une volonté d'islamisation de la société. Actuellement, nous sommes en train de vivre une sécularisation du parti de l'Ennahdha.

10 H 45 À 12 H 30 : PANEL 2 LE REPOSITIONNEMENT POLITICO-DIPLOMATIQUE DES PUISSANCES VIS-À-VIS DU MOYEN-ORIENT

Présidence : **Frédéric Gagnon**

L'intervention militaire canadienne entre le maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme

Le Major-Général Denis Thompson, Défense nationale

Les accords de Camp David du 17 septembre 1978, le traité de paix du 26 mars 1979 et le protocole du 3 août 1981 sont à l'origine de la force multinationale d'observateurs au Sinaï (FMO) qui a débuté le 25 avril 1982, soit quatre ans après les accords. Au départ, 1600 soldats y étaient déployés, en plus de 550 employés locaux et de 150 civils expatriés. Il existe trois zones dans le Sinaï qui sont vérifiées à chaque deux semaines. Il y a 1000 militaires mobilisés dans El Gorah, avec des bataillons des îles Fidji et de Colombie.

L'arrivée de l'État islamique est le défi le plus important des dernières années. L'instauration de la *Province Sinaï de l'État islamique* a été annoncée le 14 novembre 2014. Des questions persistent : d'où provient l'argent de l'État islamique au Sinaï ? Est-ce qu'il y a des combattants qui proviennent de l'extérieur ? Y-a-t-il une mise en pratique de la Charia ?

Rappel historique des faits :

9-10 juin 2015 : Tir de mortier sur le Camp Nord

3 septembre 2016 : Attaques à l'IED

2 octobre 2015 : Attaque à la roquette au Camp Nord

16 octobre 2015 : Projectile formé par explosion (EFP)

26 février 2016 : Un obus de gros calibre

20 mai 2016 : Une bombe tombe accidentellement sur la BOA Nord

22 au 24 mai 2016 : Opération BLUEFISH

Le Canada a instauré des éléments de protection supplémentaires, tel que l'envoi de caméra et de radar par les Américains. Il existe, désormais, 15 postes d'observation. Une reconfiguration de la FMO est en place depuis septembre 2016.

La diplomatie canadienne : le cas du Liban

Louis de Lorimier, ancien ambassadeur du Canada au Liban de 2005 à 2008, notamment lors du conflit entre le Hezbollah et Israël de l'été 2006.

On assiste, actuellement, à un virage à 180 degrés de la politique canadienne concernant le Moyen-Orient. Lors de l'opération d'évacuation dans le cadre du conflit israélo-libanais en 2006, le premier ministre Harper venait d'être élu. Il s'était rendu auparavant au Sommet du G8. L'évacuation s'est opérée via Chypre qui a accueilli les premiers évacués à partir du Liban, par bateau. Israël a riposté pour récupérer les deux soldats. Au total, 1200 libanais et 150 israéliens ont été tués (majoritairement des militaires), et 1

million se sont déplacés à l'intérieur du pays. La banlieue sud de Beyrouth et la région de Tyr (majoritairement chiite) étaient rasées. Le 11 août 2006, une résolution de cessez-le-feu est signée. Pour le Hezbollah, c'est une victoire divine qui crédibilise la stratégie de la résistance islamique en opposition à l'apaisement. Israël et les pays occidentaux ont plutôt parlé d'un Hezbollah perdant (résolution 1701).

L'armée libanaise est autorisée le long de la frontière. Le monde international découvre la puissance des armes du Hezbollah qui est presque devenu un État dans l'État. La situation était plus qu'un conflit entre le Hezbollah et Israël ; c'était une guerre par procuration entre les États-Unis et l'Iran. Pour les États-Unis, l'« Axe du mal » devient l'Iran et la Syrie. Son plan est de reformater le Moyen-Orient pour l'aligner sur les valeurs occidentales.

Le Canada a eu un rôle de médiateur dans la crise de Suez, rôle qui a mené à la création des Casques bleus. Les Canadiens sont perçus comme des « honest brokers » dans la région, mais cela ne l'a pas empêché de critiquer Israël dans le conflit (mais dans l'optique qu'il est bien de critiquer un ami). Pierre-Élliott Trudeau a critiqué les colonies et l'invasion du Liban. Sous Paul Martin, l'équilibre a vacillé lorsque le Canada s'est abstenu sur la question du mur israélien (alors que la plupart des pays avaient voté pour la destruction du mur). L'arrivée des conservateurs instaure une nouvelle manière d'aborder la problématique. Louise Arbour figure alors de contre-pied lorsqu'elle affirme que, lorsqu'il y a des obligations légales violées, l'obligation d'ingérence entre en ligne de compte. Les néoconservateurs offrent un appui inconditionnel à Israël et valorisent la force militaire au détriment de la diplomatie.

Poutine au Moyen Orient : tacticien ou stratège ?

Aurélie Campana, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les conflits et le terrorisme ; professeure au Département de science politique, Université Laval ; membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Poutine au Moyen-Orient : est-il un stratège ou un tacticien ? L'importance des facteurs géostratégiques est centrale au Moyen-Orient ; la Russie y est un acteur phare. L'idée commune est qu'il est un excellent tacticien, mais un piètre stratège. Cette vision a été réévaluée dans les dernières années ; Poutine apparaît sous un nouveau jour aujourd'hui en raison, notamment, de sa base militaire en Syrie et de son attitude dans la région. Pourtant, Poutine est toujours un piètre stratège.

La politique extérieure russe au Moyen-Orient est basée sur la diplomatie, l'énergie et le facteur religieux (20% de musulmans en Russie dans des régions qui connaissent la plus forte croissance démographique). Cette politique se caractérise par des inconstances ; elle est marquée par un certain pragmatisme depuis 1991. Le but est de ne pas recréer des zones d'influence, mais de chercher l'appui à leurs visions de politique internationale dans la région. Ainsi, la priorité est aux relations bilatérales, en raison d'une impression de déconnexion entre l'économie et les positionnements géopolitiques. Le mariage entre la Russie et la Turquie est difficile en raison de la prise de position sur les

bombardements américains. Poutine tente un resserrement avec l'Égypte et est en dent de scie avec l'Arabie saoudite. Son objectif ultime est de réaffirmer son statut de grande puissance. Les relents anti-américanistes sont de plus en plus affirmés. Un patriotisme à la russe est perceptible : l'expression d'une aversion à l'endroit des interventions militaires qui visent un changement de régime et le ressentiment vis-à-vis de l'intervention en Ukraine.

Les talents de tacticien de Poutine sont démontrés par son intervention en septembre 2015 lorsqu'il révèle sa capacité à projeter sa force en dehors de sa zone d'influence (Syrie). La Russie veut éviter un enlèvement en Syrie et fait donc la promotion d'une aide ponctuelle pour Assad. Elle veut apparaître comme un acteur crédible dans la région et essaie de reprendre la main après l'Ukraine, grâce à la Syrie. Son succès demeure cependant mitigé, puisque le cessez-le-feu, initié par la Russie le 27 février 2016, n'a pas tenu très longtemps. Il a contribué à instaurer un avantage pour Assad, mais n'a pas promulgué une victoire. La lutte anti-terroriste et anti-Daesh relève de visées sécuritaires pour les Russes. Grâce à son intervention en Syrie, la Russie est en train de renforcer l'axe Damas/Téhéran et cela crée des tensions entre sunnites et chiites, également en Russie. La Russie est donc, à nouveau, dans une impasse stratégique. Selon Aurélie Campana, le soutien à Assad va augmenter, même si les relations sont complexes et que les généraux russes sont épuisés par les luttes de clan.

(In)stability in the Middle East: US Foreign Policy in a Time of Crisis

Paul E. Lenze, Jr., maître de conférences, département de science politique et de relations internationales, Northern Arizona University

La politique extérieure américaine est dans une période de crise. Les six dernières années de l'administration Obama ont permis de faire la promotion d'un ordre international libéral. À sa base, le nationalisme fait la promotion du libéralisme, de la démocratie, de l'autodétermination, du capitalisme et du travail de coopération avec les organisations internationales. L'hégémonie libérale est en place depuis 1945, ce qui impacte, positivement ou négativement, le Moyen-Orient. Le multi-libéralisme a contribué à l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, mais également à la guerre civile en Syrie. Les États-Unis se perçoivent en tant que stabilisateur dans la région.

Hafez Al-Assad et Bachar Al-Assad ont été porteurs de crises agricoles profondes et d'une migration urbaine massive. Bachar Al-Assad a modifié les politiques mises en place par son père dans les années 1980, ce qui engendre des manifestations de plus en plus importantes chez les jeunes et, du même coup, une répression de plus en plus forte. Le 15 mars 2011, la crise civile syrienne débute. En avril, l'armée syrienne est déployée et à la fin 2011, l'armée libre syrienne et le front Al-Nosra se joignent à la bataille. En 2013, le Hezbollah s'insère également dans le conflit, en soutien à Assad alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis commencent à financer les rebelles. Entre 2013 et 2014, une division entre les mouvements Al-Nosra et Daesh se concrétise, ce qui résulte, le 29 juin 2014, à la proclamation de l'État islamique.

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis font la promotion d'une stabilité afin de contrer la montée de l'islamisme et tente, par le fait même, de contenir l'Iran. L'Arabie saoudite a augmenté son pouvoir dans la région et les conflits interconfessionnels se sont accentués. Sous Obama, l'objectif était de réduire la présence américaine au Moyen-Orient et de transmettre la responsabilité politique aux alliés dans la région. Comment se dessine l'avenir au Moyen-Orient ? La Russie continue de protéger Assad. Trump, quant à lui, utilise la même doctrine qu'Obama.

13 H 45 À 15 H 30 : PANEL 3 LA QUESTION SYRIENNE AU SEIN DES TURBULENCES AU MOYEN-ORIENT

Présidence : Nicolas Chibaëff, diplomate en résidence; chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, UQAM

Que peut la diplomatie dans le conflit syrien?

Miloud Chennoufi, professeur, Collège des Forces canadiennes (Toronto); membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

La diplomatie n'a jamais été absente dans le conflit syrien, comme on a tendance à le croire, du fait de l'omniprésence des militaires. Les images des réfugiés dressent un voile sur les initiatives diplomatiques qui ont pris place, comme par exemple les tentatives de médiation du Conseil de sécurité de l'ONU, la diplomatie parallèle et les initiatives des puissances régionales et internationales impliquées dans le processus d'Astana. Ces mesures diplomatiques ont, cependant, toutes échoué. Les premiers à faire échouer les processus diplomatiques sont les politiciens et les militaires qui estiment que la victoire est à leur portée. À chaque échec, il y a une recrudescence des actes militaires qui engendrent de plus en plus de victimes pour les populations civiles vulnérables.

Les initiatives onusiennes misaient sur la médiation. Les facteurs de réussite d'une médiation sont la qualité du médiateur, la mise en place d'un plan et d'un mandat nominal/réel et la volonté réelle des acteurs impliqués. Les individus impliqués dans la première médiation étaient trois diplomates de calibre international qui connaissaient bien le conflit et les conjonctures en place. Le problème ne consistait non pas en la mauvaise qualité des médiateurs, mais en l'élaboration des plans qui étaient fondés sur le départ imminent de Bachar Al-Assad. Également, les membres du Conseil de sécurité, qui faisaient la promotion d'un mandat formel, étaient les premiers à entraver le travail effectué et à faire échouer la médiation.

Le conflit syrien n'est pas uniquement un conflit intra-étatique, mais également régional et international. Trois niveaux constituent le conflit : une confrontation entre le gouvernement et l'opposition politique, l'implication depuis le début d'acteurs régionaux (tels que le Liban, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar) et l'implication d'acteurs internationaux (la Russie et les puissances occidentales).

Une initiative de diplomatie parallèle a également été mise en place par les *Elders*, un groupe créé par Nelson Mandela et qui regroupe des personnalités politiques influentes à la retraite. La conclusion de cette initiative insista sur la nécessité d'arrêter l'envoi d'armes et de financement, ce qui obstrue toute résolution au conflit. L'initiative échoua. La deuxième initiative onusienne a repris le plan des *Elders* avec Lakhdar Brahimi comme médiateur. L'opposition armée a cependant rejeté l'initiative et le manque de mandat réel de la part du Conseil de sécurité a amené Brahimi à démissionner. La troisième initiative onusienne présentait Staffan de Mistura en tant que médiateur qui proposait une solution diplomatique où Assad demeurerait au pouvoir. Finalement, en 2016, une initiative régionale qui rassemblait la Turquie, la Russie et l'Iran est mise en place, se concrétisant par la conférence d'Astana. Aujourd'hui, cette situation est toujours dans une impasse.

Liban-Canada : Les enjeux politiques et géopolitiques des réfugiés syriens

Fadi Al-Ahmar, professeur à l'Université Libanaise, département des sciences politiques

Le nombre de réfugiés syriens au Liban ne cesse de croître ; c'est un danger à prendre en considération pour le pays. Le Liban n'a pas signé la convention de Genève ; il utilise une politique étatique de déplacement des réfugiés sur son territoire. La dette publique du Liban a atteint 70 milliards de dollars et la croissance économique est en baisse. Le taux de chômage est de plus de 30%. Actuellement, 6 millions de réfugiés (dont un demi-million de Palestiniens) résident au Liban ; 26% de la population libanaise sont des réfugiés syriens. Par conséquent, les instances politiques, démographiques, sécuritaires, sociales et économiques sont en danger.

Ce grand nombre de réfugiés est causé par la concentration démographique sur les frontières avec le Liban, soit 80% de la population. Les guerres de nettoyage confessionnel sur les frontières syro-libanaises, menées par le régime syrien, les Iraniens et le Hezbollah ont obligé des ruraux à quitter leurs villages. Également, ce nombre résulte de regroupements familiaux des travailleurs syriens déjà sur place. En 2012, on dénombrait 18 000 déplacés syriens au Liban, un chiffre qui a atteint les 356 000 en 2013. En 2014, c'était près d'un million de personnes réfugiées d'origine syrienne qui résidaient au Liban ; en 2015, c'est plus d'un million et demi. Qu'est-ce qui explique qu'aucune politique de régularisation n'ait été mise en place dès le début de la crise syrienne ? La frontière entre les deux pays est très longue et il existe une forte fraternité entre les deux populations. Également, les pouvoirs libanais pensaient que la guerre allait se terminer rapidement.

Cette population fait face à divers enjeux sociaux. Actuellement, seulement 26% des enfants – sur environ 400 000 enfants – vont à l'école. Ce faible pourcentage est expliqué par, notamment, les frais élevés de déplacement, les problèmes de langue et l'obligation de présenter des documents. Cela peut créer une génération illettrée, fertile à la marginalisation et à l'intégrisme. Au total, 42 000 réfugiés ne sont pas enregistrés, ce qui équivaut à 70% d'entre eux. Sur le 1,5 million, seulement 4852 d'entre eux ont un travail. Les déplacés ne peuvent rentrer en Syrie à cause de la guerre ; c'est une réalité qui fait

peur aux Libanais puisque le pays fait déjà face à des problèmes économiques et à une surpopulation.

Le Hezbollah : Comprendre ses implications militaires en Syrie et ailleurs

Didier Leroy, chercheur, École Royale Militaire de Belgique, Université libre de Bruxelles ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Le Hezbollah a été créé en 1983 et était, initialement, une force paramilitaire. En 2011, au début de la guerre civile syrienne, il était confronté à un dilemme : soutenir ou appuyer l'opposition syrienne. Finalement, le Hezbollah joindra ses efforts aux côtés de Bachar Al-Assad et fournit, actuellement, près de 8000 hommes. Son objectif premier consiste à impacter militairement de futures négociations politiques et à contrer le plan B de l'Occident, à savoir la partition de la Syrie (le plan A étant le remplacement de Bachar Al-Assad par un parti plus pro-occidental). Ses priorités stratégiques consistent à briser l'arc sunnite en gestation, à sanctuariser son « backyard » afin de diviser le soutien au régime direct et à rétablir les axes vitaux au régime.

Son engagement est progressif. En effet, son discours a évolué au cours des années. En 2011, le Hezbollah est peu loquace sur la question ; en 2012, il affirme que l'appui revêt d'un devoir religieux et de solidarité communautaire. Le bilan lui est positif, à court terme. Sa cote de popularité est fluctuante, sa coordination est renforcée par les LAF (*Lebanese Armed Forces*) et il a pu développer de nouvelles expertises martiales. Sa composante armée a également évolué, passant de défensive à l'échelle nationale à force politique. Sa capacité de logistique est sans précédent, développant de nouveaux types d'activités militaires.

Le Hezbollah fait partie des deux acteurs militaires les mieux préparés avec le Tsahal (armée de défense d'Israël) ; c'est le résultat de près de 10 ans de tensions. La polarisation régionale teste l'équilibre de la terreur. Le conflit entre Tsahal et le Hezbollah sera très probablement le prochain épisode dévastateur au Moyen-Orient. La question n'est de plus de savoir si elle aura lieu, mais plutôt quand elle aura lieu. Qui prendra la responsabilité de déclencher l'étincelle ?

Quelle stratégie russe au Moyen-Orient ?

Pierre Razoux, directeur de recherche chargé du pôle « sécurité régionale », IRSEM-École militaire ; membre associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Depuis 2015, la Russie contre-attaque au Moyen-Orient. Jusqu'en 1990 et pendant les quatre décennies de la guerre froide, elle constituait le tenant dans la région et une certaine stabilité paradoxale y régnait. La stratégie russe au Moyen-Orient est issue d'une conjonction de plusieurs facteurs qui viennent s'additionner. Elle tente de contenir les djihadistes dans la province kurde autonome d'Irak, de protéger le Caucase et d'empêcher la montée des djihadistes en Russie, vers le Nord. Également, la Russie y fait la promotion de ses intérêts énergétiques. En prenant le contrôle de la côte syrienne

méditerranéenne, les relations commerciales entre la Russie, le Liban et Israël permettent d'empêcher un débouché en Méditerranée des conduits de gaz en provenance de l'Iran vers la Syrie. Le message russe au Moyen-Orient est clair ; on est alliés sur le plan politique, mais rivaux sur le plan économique.

Une autre stratégie russe au Moyen-Orient est d'isoler la Turquie pour mieux faire pression sur elle afin d'avoir une frontière sud-caucasienne et construire une frontière nord-caucasienne. Cela découle d'un intérêt profond de détacher la Turquie du monde occidental, pour qu'elle ne soit ni complètement dans le camp occidental, ni complètement russe. Également, la Russie veut démontrer qu'elle est un partenaire incontournable sur lequel un État autoritaire peut compter ; un message pédagogique destiné aux dirigeants autocrates du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, on assiste à une division des zones d'influence au Moyen-Orient pour stabiliser la région, comme durant la guerre froide. Les Russes tentent donc de stabiliser le Moyen-Orient et d'instaurer, ainsi, un statut quo. L'Iran et la Russie font la loi en Irak ; la Turquie est isolée, au nord de la ligne d'influence.

Dans un monde idéal, Moscou souhaiterait un dialogue stratégique bilatéral avec Washington et avec les trois puissances non-arabes du Moyen-Orient, soit la Turquie, Israël et l'Iran. Il existe quelques actions que pourrait conduire la Russie pour contrer la politique de Trump en Syrie, tel que le déploiement de ses avions et de ses S-400 (batteries antiaériennes) sur les principaux aérodromes et sites stratégiques syriens afin de faire monter les enchères. De plus, elle pourrait abattre « par erreur » un ou deux aéronefs de la coalition anti-Daesh, interdire l'espace aérien syrien à la coalition anti-Daesh, conduire une frappe ponctuelle en Libye en soutien au général Haftar, sous-traiter des actions de harcèlement au niveau du détroit de Bab-el Mandeb et, enfin, renforcer la pression sur la Turquie.

15 H 45 À 17 H 30 : PANEL 4

L'IRAN ET LES ENJEUX POLITIQUES CONTEMPORAINS

Présidence : **Sam Razavi**, chercheur associé, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM; analyste politique pour le Moyen-Orient au Bureau du Conseil privé

L'Iran et son rôle régional

Pierre Pahlavi, professeur agrégé et directeur, Centre d'études de sécurité du Collège des Forces canadiennes, Toronto ; membre externe, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Que veulent les Iraniens, où veulent-ils aller ? La politique étrangère iranienne est difficile à déchiffrer. Il est cependant possible de décrypter la logique sous-jacente qui la motive à travers le spectre géopolitique. Pour la plupart des grands États internationaux, l'Iran est souvent perçu comme un moyen, un outil, un instrument aux services de leur agenda stratégique. Pour les États régionaux, l'Iran est considéré comme un verrou stratégique. Historiquement, il a toujours été perçu comme un corridor de passage,

d'invasion pour les conquérants et une étape sur une voie commerciale pour les marchands. Également, il constitue un passage stratégique vers le Nord-Caucase et l'Asie centrale et un accès vers le Sud et les mers chaudes pour les dirigeants russes. À l'international, l'Iran est un pion stratégique et a un rôle d'État tampon.

Son identité stratégique se base sur deux complexes, soit un complexe de supériorité et un complexe de vulnérabilité. En ce qui concerne le premier, l'Iran ne peut se percevoir réduit à un axe géostratégique, à une voie de passage, à un pion stratégique ou à un débouché économique. Son but est, ainsi, de reprendre sa place dans le panthéon des grandes puissances. Sa volonté de puissance découle de la fierté d'une grande et vieille civilisation. La nostalgie de sa grandeur passée continue à modeler la vision du monde des Iraniens. Quant au complexe de vulnérabilité, il résulte des interventions et ingérences extérieures qui ont parsemé son histoire.

Ses deux impératifs stratégiques se basent, ainsi, sur deux axes de politique étrangère issus de ce double complexe de supériorité/vulnérabilité. Ses objectifs sont de garantir l'indépendance nationale et la pérennité du régime (interne) et de constituer, autour de l'Iran, une sphère d'influence protectrice (externe). À l'instar de la Chine, l'Iran mène une stratégie à 360 degrés consistant à compenser ses faiblesses en combinant ses atouts. Ses armes idéologiques sont le chiisme, le panislamisme et l'anti-impérialisme. Ses outils paramilitaires sont la CGRI (corps des Gardiens de la révolution islamique), Al-Quds (forces spéciales des Gardiens de la révolution islamique) et le cyber. Ses atouts énergétiques sont les hydrocarbures alors que le nucléaire et ses leviers diplomatiques sont issus, notamment, des BRICS, ainsi que de l'aide et du soutien de puissances régionales (notamment la Chine et la Russie). Ces différents aspects de la politique étrangère ne sont pas des fins en soi mais des instruments utilisés pour assurer la survie du régime et son influence régionale.

À ce propos, son indépendance et son influence régionale sont des clés pour comprendre les comportements quelques fois déroutants des actions iraniennes, qui s'avèrent parfois contradictoires. L'Iran utilise une politique régionale agressive et appose le titre de « grand Satan » aux États-Unis. Le mal absolu est donc les autres États occidentaux.

La question des femmes dans la construction étatique en Iran

Firouzeh Nahavandi, professeure et directrice de l'Institut de Sociologie et du Centre d'études de la coopération internationale (CECID), Université Libre de Bruxelles; membre associée, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

En Iran, depuis la fin du XIX^e siècle, une question a constamment été instrumentalisée ; le signe de l'identité de l'État. En effet, la modernité et l'identité ont joué un rôle important dans la construction de l'État ; les modernistes et les traditionalistes s'y sont confrontés. Aujourd'hui, les débats n'ont pas pris fin et rejoignent les questionnements internationaux.

L'Iran fait appel à la fois à l'appareil d'un État moderne et à l'autorité religieuse pour contrôler les relations de genre et les positions des femmes. En 1979, la question des femmes était un enjeu majeur pour l'avenir, dans la mesure où elle impliquait une discussion sur l'essence même du régime. Tout en étant partiellement religieuse, elle était éminemment politique et liée à l'identité du régime.

Les statuts des femmes dans les pays musulmans sont influencés par ce qui existait avant l'Islam, après l'arrivée de l'Islam et par la modernisation (construction de l'État). Au XIX^e siècle, on assiste à un débat entre modernistes et traditionalistes. Les femmes et le voile sont les marqueurs les plus visibles de la différenciation avec l'Autre (l'Européen mais aussi avec la culture arabo-musulmane). L'Iran impose alors le chiisme comme religion d'État pour se distinguer des autres pays arabo-musulmans. La femme européenne constitue la féminisation du pouvoir et une corruption morale. Les modernistes, quant à eux, proposent d'améliorer leurs droits, qui symboliseraient la modernisation de l'État. Au début du XX^e siècle, cette question va être diluée dans des questions plus générales. En effet, lors de la dynastie Pahlavi, on assiste à une multiplication des possibilités pour les femmes, mais également à un contrôle des expressions indépendantes des aspirations. Lors de sa prise du pouvoir en 1920, les femmes sont une vitrine de la politique de modernisation.

Comment la république discute de cette question aujourd'hui ? Elle la considère comme la maladie de l'Occident. Il faut travailler donc sur le statut des femmes qui sont considérées comme la consommation ostentatoire, le symbole de la sexualité et de la corruption morale. Elles sont les emblèmes publics de la décadence et constituent un danger pour la sécurité nationale. La question des femmes a constamment été présentée comme secondaire, alors même qu'elle était instrumentalisée dans la construction de l'identité de l'État. Sous la République islamique, les femmes ont démontré leur désir de changement dans les votes exprimés (Khatami, Rohani) bien qu'elles soient, au Moyen-Orient, parmi les plus éduquées et les moins intégrées à la sphère publique. Selon Firouzeh Nahavandi, l'évolution éventuelle du régime vers plus de démocratie ne pourra se faire en ignorant cette question et en continuant de naturaliser leurs fonctions en les réduisant à des machines à faire des bébés.

Les relations irano-américaines : de la construction de l'ennemi au complotisme imaginaire

Hanieh Ziaei, doctorante en sociologie, UQAM ; chercheure en résidence et coordonnatrice, Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

« Loin d'un choc des civilisations préfabriqué nous devons nous concentrer sur un lent travail en commun de cultures qui se chevauchent, empruntent les unes aux autres et cohabitent de manière bien plus profonde que ne laissent penser des modes de compréhension réducteurs et inauthentiques »

Edward Saïd, *L'orientalisme*

La construction de l'Autre et la construction d'une réalité opposée ne fonctionnent pas dans un sens unique. L'idée de complotisme et de la construction du réel sont des constructions sociales de la réalité. Il existe une méfiance mutuelle et réciproque entre l'Iran et les États-Unis, perçue comme légitime pour les deux. Il est fondamental de questionner cette méfiance et la construction de celle-ci. La peur de l'Autre est issue d'un mode de gouvernance.

Une distinction entre complot et complotisme doit être apposée. Les complots réels existent et ont pour objectif de s'institutionnaliser. Ils sont donc difficiles à défaire par la suite. Le complotisme imaginaire, quant à lui, découle de la théorie du complot. Il existe une constance historique dans l'emploi du vocable complot et complotisme entre les États-Unis et l'Iran. L'impérialisme américain est un complot imaginaire.

Pour l'Iran, le grand Satan est représenté par les États-Unis, tandis que le petit Satan serait Israël. Les deux États utilisent la même rhétorique et une ligne de démarcation entre le Eux et le Nous. L'Iran est perçu, par les États-Unis, comme un État voyou, dangereux et archaïque et les États-Unis, quant à eux, sont un État corrompu pour l'Iran. Les deux font l'usage d'images très réductionnistes qui résultent d'une homogénéisation de la pensée qui continue, encore aujourd'hui, à nourrir les amalgames. Cela se concrétise, notamment, dans la culture populaire, ne serait-ce qu'à travers le 7^e art, où l'utilisation de clichés simplistes est récurrente.

17 H 30 À 18 H 00 – CONCLUSION

Synthèse : **Sami Aoun**

Conclusion et remerciements : **Kim Fontaine**, directrice adjointe de l'Institut d'études internationales de Montréal.